

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/W/11

11 octobre 1995

(95-3037)

Comité de l'agriculture

Original: anglais

DECLARATION FAITE PAR LE REPRESENTANT DE L'EGYPTE A LA REUNION DU COMITE DES 28 ET 29 SEPTEMBRE 1995

Mon intervention d'aujourd'hui est motivée par la décision que le Comité a prise à sa réunion de juin et selon laquelle il reviendrait sur la Décision ministérielle à sa réunion de septembre avant de procéder à l'examen prévu pour sa réunion de novembre. Suivant le schéma arrêté pour l'organisation des travaux (document G/AG/1), le Comité surveillera, à sa réunion de novembre, les mesures prises dans le cadre de la Décision sur les pays importateurs nets de produits alimentaires en se fondant, entre autres choses, sur les notifications qui lui auront été présentées et conformément à l'article 16:2 de l'Accord.

Je voudrais commencer par lancer un appel aux pays développés afin qu'ils communiquent leurs notifications au titre de l'article 16:2 à temps pour la réunion de novembre, mais je tiens à dire aussi que nous pensons qu'il est de notre devoir de nous préparer dès maintenant pour cet examen afin que le Comité puisse aller de l'avant, car il est toujours difficile de faire le premier pas.

En juin, ma délégation a présenté un certain nombre de suggestions sur la façon dont on pourrait rendre la Décision ministérielle opérationnelle, qui sont consignées dans le document du Comité distribué sous la cote G/AG/W/5. En fait, si nous pouvons d'ici novembre consacrer une partie de notre temps à quelques-unes d'entre elles, cela nous permettra certainement d'arriver alors à des résultats concrets.

Les suggestions auxquelles je pense sont essentiellement les suivantes:

En premier lieu, il faudrait donner une définition des pays importateurs nets de produits alimentaires, et nous avons suggéré à cet égard, dans notre déclaration précédente, de procéder par "autodésignation". Si nous avons avancé cette idée, c'est d'une part parce qu'elle peut facilement être mise en pratique et, d'autre part, parce que nous disposons en fait de peu de temps et que, dans ces conditions, il serait difficile et même vain de se lancer dans la négociation d'une série de critères.

Néanmoins, nous pouvons certainement envisager d'arrêter des lignes directrices que le Président proposerait à cet effet. Cependant, ce projet et toutes les options que d'autres pourront proposer exigeront que le Président prenne les choses en main et organise quelques réunions informelles d'ici à la réunion de novembre afin que l'on puisse alors arriver à une solution sur ce point.

En deuxième lieu, il faudra examiner le niveau des engagements concernant l'aide alimentaire. Cet examen doit incontestablement être entrepris avec beaucoup de soin à un moment donné, car il est prévu au paragraphe 3 i) de la Décision. La tâche ne sera pas facile, aussi pensons-nous que le processus de préparation de cet examen, auquel les Ministres mettront la dernière main à Singapour, doit être amorcé à la réunion de novembre. Là encore, nous avons quelques idées à exposer, mais il nous semble qu'il vaudrait mieux les examiner de façon informelle. Nous demandons aussi que l'OMC, en coopération avec les organisations compétentes, en particulier la FAO, le PAM ainsi que

./.

les institutions financières multilatérales, élaborent pour la réunion de novembre un document sur les mesures à prendre pour mettre en oeuvre la Décision.

Quant au type et au montant de l'assistance technique fournie à cet égard par les organisations internationales compétentes, je pense que la meilleure formule consisterait à inviter ces organisations, notamment celles qui ont le statut d'observateur aux réunions du Comité, comme la FAO et le PAM, à faire rapport sur l'assistance technique qu'elles apportent aux pays importateurs nets de produits alimentaires.

En outre, nous souhaitons vivement que le Directeur général évoque, à l'occasion des consultations qu'il doit avoir avec le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale lors de la réunion d'octobre à Washington, ainsi que dans le contexte de la cohérence au niveau mondial, la question des pays importateurs nets de produits alimentaires et les paragraphes de la Décision qui se rapportent aux institutions financières multilatérales, et qu'il demande à ses interlocuteurs comment, selon eux, il conviendrait de procéder pour rendre la Décision opérationnelle et ce qu'ils font pour leur part. Nous serions extrêmement reconnaissants au Directeur général de se pencher sur cette question et nous pouvons peut-être même espérer qu'il sera en mesure de rendre compte au Comité, pour la réunion de novembre, du résultat de ses consultations à cet égard.